

Convention collective interrégionale

IDCC : 172. – **INDUSTRIE DU BOIS DE PIN MARITIME
EN FORÊT DE GASCogne**

(29 mars 1956)

(Etendue par arrêté du 6 septembre 1956,
Journal officiel du 5 octobre 1956)

AVENANT N° 2 DU 30 JUIN 2005

RELATIF À LA POLITIQUE SALARIALE

NOR : *ASET0650071M*

IDCC : 172

Entre :

Le groupement syndical des fabricants de parquets, lambris, moulures
caisses de pin maritime ;

Le groupement aquitain des fabricants de palettes,

D'une part, et

La fédération BATIMAT-TP CFTC,

D'autre part,

Vu l'accord du 16 juin 2000 relatif à la durée et à l'aménagement du
temps de travail dans les entreprises du bois de pin maritime en forêt de
Gascogne (et notamment l'article 18.3 du chapitre II « Modulation des
horaires de travail ») ;

Vu l'accord du 10 avril 2002 relatif aux classifications dans les industries
du bois de pin maritime en forêt de Gascogne ;

Vu l'accord du 4 décembre 2002 relatif à la politique salariale dans les
industries du pin maritime en forêt de Gascogne,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord est applicable aux entreprises relevant des activités
listées à l'article 1^{er} « Champ d'application » de la convention collective
régionale de l'industrie du bois de pin maritime en forêt de Gascogne.

Article 2

Prime d'ancienneté

La valeur du point d'ancienneté est fixée, à compter du 1^{er} janvier 2006, à 5 €.

Article 3

Salaires minima conventionnel

A compter de la date d'application de cet accord, les salaires minima conventionnels mensuels, applicables à l'ensemble des salariés pour 151,67 heures pour toutes les entreprises quel que soit leur horaire collectif et quel que soit leur effectif l'accord du 30 juin 2005, sont repris dans les annexes :

- ouvriers (annexe I) ;
- ACT (annexe II) ;
- AM (annexe III) ;
- cadres (annexe IV).

Article 4

Entrée en vigueur

L'accord entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit la publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel* de la République française.

Article 5

Dépôt et extension

Les parties signataires conviennent d'effectuer le dépôt du présent accord auprès des services compétents du ministère du travail en confiant les démarches aux fédérations d'employeurs signataires.

Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent accord, la partie patronale engagera les démarches nécessaires à l'extension dans les meilleurs délais après signature du présent accord.

Fait à Bordeaux, le 30 juin 2005.

(Suivent les signatures.)

ANNEXES

Grilles de salaires minima mensuels pour 151,67 heures pour toutes les entreprises quel que soit leur horaire collectif et quel que soit leur effectif applicables à compter de l'extension de l'accord

ANNEXE I

Ouvriers

(En euros.)

CLASSIFICATION	SALAIRE MINIMUM (base 151,67 heures)
Niveau 1 01	1 218
Niveau 2 02	1 225
Niveau 2 03	1 230
Niveau 3 04	1 236
Niveau 3 05	1 260
Niveau 4 06	1 290
Niveau 4 07	1 340
Niveau 5 08	1 440
Niveau 5 09	1 530

ANNEXE II

ACT

(En euros.)

CLASSIFICATION	SALAIRE MINIMUM (base 151,67 heures)
Niveau ACT 1	1 218
Niveau ACT 2	1 225
Niveau ACT 3	1 230
Niveau ACT 4	1 240
Niveau ACT 5	1 265
Niveau ACT 6	1 330
Niveau ACT 7	1 370
	1 550

ANNEXE III

Agents de maîtrise

(En euros.)

CLASSIFICATION	SALAIRE MINIMUM (base 151,67 heures)
Niveau AM 1	1 480
Niveau AM 2	1 525
Niveau AM 3	1 600
Niveau AM 4	1 700
Niveau AM 5	1 800

ANNEXE IV

Cadres

(En euros.)

CLASSIFICATION	SALAIRE MINIMUM (base 151,67 heures)
Niveau C 1	1 980
Niveau C 2	2 560
Niveau C 3	2 985
Niveau C 4	3 400